

COMPTES RENDUS

I. VIOLENCES CROISÉES BIRMANES

David BRENNER, *Rebel politics: a political sociology of armed struggle in Myanmar's borderland*, Ithaca, Southeast Asia Program Publications, Cornell University Press, 2019, online ressource, 157 p.

En analysant les relations entre les chefs rebelles kachin et karen, leur base sociologique et les communautés locales dans le contexte des changements politiques au Myanmar, le livre de David Brenner offre au lecteur un aperçu des dynamiques sociales internes aux guérillas et des conflits dans les régions frontalières. Spécialiste des questions d'insécurité, David Brenner a d'abord enseigné à la *London School of Economics* avant de devenir maître de conférences en relations internationales à la *School of Global Studies* de l'Université du Sussex. Ses recherches portent sur la gouvernance des zones de conflit, les groupes armés et la politique des zones frontalières sous tension. Son approche permet de mieux comprendre les dynamiques sociales et culturelles afférentes à la pratique de la violence politique, principalement en Asie du Sud et du Sud-Est. Avant le présent ouvrage, David Brenner a publié plusieurs articles traitant de la politique internationale, des conflits, et du développement au Myanmar, tout en s'intéressant également à la place des ONG chinoises dans les relations sino-africaines.

La guerre civile au Myanmar fait partie des conflits armés les plus anciens du XX^e siècle, la question des minorités ethniques ayant émergé au lendemain de l'indépendance de la Birmanie en janvier 1948, sans avoir jamais été définitivement résolue depuis. Après plusieurs cessez-le-feu auxquels les différents groupes armés n'ont pas tous adhéré en même temps, la transition démocratique et un processus de paix national lancé en 2011 s'accompagnent d'une nouvelle escalade de violence dans les régions frontalières. Alors que la KNU (l'Union nationale Karen) avait fini par signer un cessez-le-feu en 2012 après de nombreuses années de lutte active, la KIO (l'Organisation pour l'indépendance Kachin) rompait le sien en 2011. Selon l'auteur, les connaissances des universitaires sur la rébellion au Myanmar sont encore très limitées

et les théories traditionnelles sur la sécurité, le conflit et la paix ne permettent pas d'expliquer les stratégies des mouvements rebelles, présentés habituellement comme des acteurs adoptant systématiquement une logique unifiée pour faire pression sur l'État. Or contrairement aux analyses considérant ces rébellions comme des entités cohésives, de nombreux mouvements non-étatiques agissent de manière peu efficace. Les mouvements insurrectionnels au Myanmar sont souvent fragmentés et contestent non seulement l'autorité de l'État mais également celle de factions rivales. Les liens verticaux entre l'élite et la base conditionnent la réussite des stratégies externes des groupes rebelles, comme l'ont déjà exposé les ouvrages d'auteurs ayant effectué des enquêtes de terrain au Myanmar depuis les années 1990. Il manquait cependant l'étude de sources primaires recueillies directement auprès des membres des guérillas, certains chercheurs considérant ces récits comme peu objectifs voire mensongers. Ces données apportent pourtant des informations précieuses, permettant de comprendre les processus et mécanismes internes qui influencent la poursuite ou non d'un mouvement de rébellion.

Pour comprendre l'évolution – surprenante aux yeux d'observateurs extérieurs – des cessez-le-feu dans les guérillas karen et kachin, l'auteur s'est rendu sur le terrain dans le cadre de son doctorat pour y effectuer une étude ethnographique au sein des deux mouvements rebelles, auprès des chefs, de la base et des communautés locales. Cette immersion lui a permis d'observer les liens sociaux unissant les différents acteurs, les mécanismes conduisant au gain ou à la perte de légitimité des chefs rebelles au sein de leurs propres mouvements ainsi que le rôle de la contestation interne dans la stratégie parfois inattendue des rébellions en question. L'écriture du livre a été précédée de six ans de recherche dont neuf mois sur le terrain au sein des deux mouvements entre 2013 et 2014, ainsi qu'un mois en 2017, au cours desquels l'auteur a pu établir des contacts de confiance avec différents acteurs impliqués dans les luttes armées. Il a mené des entretiens formels avec des dirigeants des KNU et KIO, ainsi que de très nombreux entretiens informels avec les soldats rebelles de base, la branche éducative de la KNU, les communautés locales et des membres de la diaspora karen et kachin résidant en Thaïlande et au Royaume-Uni.

Le livre est divisé en cinq chapitres de longueur inégale, le chapitre le plus long et détaillé concernant le mouvement karen. Le premier (pp. 13-28) présente la littérature traitant de la politique interne des groupes non-étatiques appréhendée au prisme de la sociologie relationnelle de Pierre Bourdieu et Norbert Elias. Le deuxième chapitre (pp. 29-46) aborde l'histoire des régions frontalières du Myanmar, les causes et le contexte des rébellions kachin et

karen, ainsi que les changements intervenus depuis la fin de la guerre froide qui ont permis de consolider la position de l'État dans ces régions. Le chapitre trois (pp. 47-73) se concentre sur le plus ancien des mouvements rebelles (la KNU) et les circonstances qui l'ont mené vers la signature du cessez-le-feu en 2012 (fragmentation et rivalités internes entre les factions karen suite aux pressions exercées le long de la frontière avec la Thaïlande). Le chapitre quatre (pp. 75-96) explique les raisons de l'échec du cessez-le-feu de la KIO, en mettant en évidence l'érosion de l'autorité des dirigeants, leur perte de légitimité et la fragmentation qui a permis de reconstruire une nouvelle faction active. Enfin, le chapitre cinq (pp. 97-112) compare les résultats des trajectoires des Karen et Kachin, en mettant en lumière la similarité des étapes qui ont conduit à ces résultats : cooptation du leadership, fragmentation, contestation interne et renouvellement du mouvement. Une liste des références précises d'entretiens menés entre 2013 et 2017, ainsi qu'une bibliographie très abondante terminent l'ouvrage.

Grâce à son approche ethnographique et sociologique, le livre permet de comprendre la manière dont le processus de transition a contribué à remettre en cause l'autorité dans les mouvements karen et kachin. Il en a résulté des divisions et des luttes internes qui ont à leur tour pesé sur les stratégies du conflit et les négociations avec l'État du Myanmar. L'auteur décrit également le mécanisme par lequel les relations d'autorité entre les chefs et leur base se construisent et se maintiennent, ainsi que les raisons de la perte de légitimité. Son but est de proposer une perspective nouvelle pour comprendre l'évolution de la politique au Myanmar et surtout mettre en lumière les dynamiques sociales cachées, qui influencent les stratégies de la rébellion aussi bien dans les régions frontalières du Myanmar qu'ailleurs dans le monde.

Brenner cherche à démontrer que la rébellion n'est pas un mouvement homogène mais hétérogène, avec des acteurs qui forment les alliances modifiables et évolutives, et de ce fait sujettes à la fragmentation. Les interactions entre les acteurs de l'élite et de la base du mouvement sont primordiales et influencent les dynamiques aussi bien internes qu'externes. Pour qu'une rébellion soit réussie, elle doit être soutenue par une large base qui ne peut pas être contrôlée et maintenue uniquement au moyen de la coercition ; les relations doivent être fondées sur un principe de réciprocité pour que la base considère l'autorité comme naturelle et ne la remette pas en cause. Les formes de participation à une rébellion sont multiples, créant ainsi des frontières floues entre les combattants et les civils dont l'adhésion et le soutien peuvent être aussi bien actifs que passifs. Un soutien fort de la base est indispensable à la poursuite de la lutte mais les élites doivent également maintenir leur légitimité auprès d'elle : cette légitimité suppose un partage des

normes, des valeurs, pratiques, et croyances du groupe. Il est également nécessaire non seulement de protéger la population civile vivant sur ces territoires des ennemis extérieurs, mais aussi d'améliorer ses conditions de vie en fournissant des services de base (éducation, santé). La rébellion est donc un contrat social qui implique nécessairement le sentiment de reconnaissance dans les processus d'interaction sociale quotidienne. Tant que les interactions avec les élites procurent aux rebelles de base un sentiment de respect et d'estime de soi par le biais d'un traitement juste et digne, les élites conservent leur légitimité.

Or, depuis la fin de la guerre froide, l'armée birmane (la *tatmadaw*) a renforcé ses positions dans les régions frontalières, en mettant en place des accords permettant aux groupes armés d'exploiter conjointement avec elle les richesses naturelles. Cette coopération a d'abord conduit à une stabilisation des territoires kachin, puis a entraîné une fragmentation du mouvement suite à la forte corruption des chefs rebelles, assortie d'importantes dégradations environnementales et de l'explosion de la toxicomanie chez les jeunes kachin, faisant perdre ainsi toute confiance envers la KIO qui n'était plus en mesure de protéger les civils. La rébellion est toutefois parvenue à se reconstruire avec l'appui de puissantes églises et en recrutant parmi la nouvelle génération. Dans les territoires karen, la cooptation des élites a provoqué à l'inverse de très nombreuses tensions, menant à une division des intérêts entre les factions contrôlant les différentes zones. Après le cessez-le-feu de 2012, elle a conduit à un fort enrichissement des dirigeants karen qui se sont ainsi éloignés de leurs bases. De plus, les désaccords entre les deux factions principales (brigade 5 et 7) quant à la participation au processus de la paix nationale (problème de représentativité du mouvement karen dans son ensemble) ont conduit ces dernières années à une résurgence de la violence. L'auteur confirme donc sa thèse définissant le mouvement rebelle comme un contrat social en constante évolution, malléable et mobile, dont la réciprocité entre les élites et les bases est indispensable à son maintien. L'irruption d'un problème d'autorité et de légitimité finit par provoquer des tensions internes, suivies d'un renouvellement des élites voire de la reprise du conflit. L'auteur démontre également que le développement économique des régions périphériques, mis en avant pour les stabiliser, n'a profité qu'aux dirigeants des mouvements de rébellion, mais pas à leurs bases, frappées au contraire par les déplacements et destructions de l'environnement local. Avec pour résultat la résurgence d'une culture politique de l'insurrection.

L'auteur propose un regard nouveau sur les mécanismes mis en œuvre dans des mouvements révolutionnaires ainsi que sur les raisons qui peuvent faire

évoluer les stratégies des groupes rebelles, en travaillant sur les sources primaires. Le livre est rédigé de manière très compréhensible même pour des lecteurs qui manquent de connaissances approfondies sur cette zone géographique et les conflits dont elle fait l'objet. De nombreux exemples de récits recueillis auprès des combattants rebelles ponctuent et illustrent l'analyse. Des cartes, très sommaires, permettent de situer géographiquement les territoires dont il est question dans le livre et quelques photographies prises sur place par l'auteur témoignent de son séjour dans les zones frontalières karen et kachin. Les titres des chapitres annoncent de manière claire le contenu, lequel suit un développement logique allant de la théorie aux cas pratiques. Les conclusions de l'auteur mettent en évidence l'analogie avec d'autres conflits ethniques de par le monde et devraient inciter les décideurs politiques à tenir compte des particularités de ce phénomène social dans les processus de négociation. L'auteur a toutefois réitéré à de nombreuses reprises ses conclusions tout au long du livre, ce qui peut alourdir le texte ou du moins donner une impression du « déjà lu ». Ce choix a probablement été motivé par sa volonté d'étayer ses propos et de justifier les réponses qu'il apporte. Pour des non-spécialistes de l'histoire contemporaine du Myanmar, un petit tableau chronologique recensant les principaux événements politiques du pays depuis son indépendance, aurait été appréciable, pour comprendre l'histoire des deux mouvements rebelles et la réinsérer dans un contexte historique et politique plus large. Enfin, le livre manque d'une conclusion claire et synthétique au terme des cinq chapitres, sans doute parce que l'auteur a distillé des conclusions partielles tout au long de son développement.

L'ouvrage de David Brenner contribue à une meilleure compréhension du conflit dans les régions périphériques du Myanmar et des différents acteurs impliqués dans ces luttes. Il apparaît évident que les changements politiques et la démocratisation engagés par le centre ne permettent pas à eux seuls de stabiliser la situation. Au contraire, pour que le processus de transition puisse se poursuivre, il est primordial de résoudre les conflits ethniques dans les zones frontalières. L'auteur démontre à quel point les relations internes au sein des deux mouvements armés ethniques influencent les dynamiques politiques du Myanmar au sens large. Les stratégies de ces mouvements ne découlent pas uniquement de leur environnement extérieur, comme par exemple la libéralisation économique, même si la cooptation des chefs rebelles grâce aux investissements étrangers a pu temporairement contribuer à une relative stabilité en territoire kachin. Au contraire, le « capitalisme de cessez-le-feu » a provoqué à terme des ruptures sociales et la reprise du conflit. De plus, une lutte armée prolongée et une gouvernance non-étatique dans les zones de rébellion finissent par ancrer la rébellion profondément dans le tissu social

local ; les communautés ethniques discriminées, qui ne peuvent pas s'identifier socialement à un État ethnocratique, retrouvent ainsi un sentiment de reconnaissance et d'estime de soi par adhésion à un ordre politique alternatif. Les conclusions de l'auteur permettent de mettre en évidence que les approches visant à fragmenter les organisations rebelles pour affaiblir l'autorité des chefs se révèlent la plupart du temps contre-productives dans un processus visant la paix dans une zone. Au contraire, pour des négociations efficaces, il est nécessaire de prendre en compte l'avis de toutes les factions sans en écarter certaines car la fragmentation complique les processus de négociation, qu'il s'agisse du Myanmar ou d'autres zones dans le monde qui subissent des mouvements d'insurrection ou des guerres civiles.

Petra KOVARIKOVA

Ashild KOLÅS, ed., *Women, peace, and security in Myanmar: between feminism and ethnopoltics*, Londres & New York, Routledge, 2019, 126 p.

Ravagé par les troubles ethniques depuis la sortie de la colonisation en 1948, le Myanmar n'a jamais cessé de jouer la carte de la pacification entre les différents groupes ethniques du pays. En vain jusqu'à aujourd'hui. Autour de la table des pourparlers de paix, les acteurs les plus connus sont les représentants de l'armée birmane et les dirigeants des groupes armés ethniques, qui lancent des négociations limitées sur la sécurité nationale ou l'autonomie des mouvements ethniques dans une structure fédérale. Autrement dit, les actes de décision sont réservés aux figures masculines dominantes. Malgré la dimension internationale de *Daw Aung San Suu Kyi*, la participation active des femmes du Myanmar à la scène politique nationale reste relativement peu fréquente.

Sous forme de huit contributions, le présent ouvrage, dirigé par Ashild Kolås, livre les réflexions de chercheurs et d'activistes fortement influencés par les modèles anglo-saxons travaillant sur la contribution des femmes au processus de la paix et la transformation sociale au Myanmar. La problématique d'ensemble de l'ouvrage est celle du rôle des femmes dans la restauration de la paix, à la fois au niveau national et au niveau local, par le biais du développement de réseaux inter-ethniques de femmes. Il s'agit d'un travail lent et progressif d'activistes birmanes et internationales essayant de créer des plateformes diverses d'échanges entre femmes de différentes

ethnies, souhaitant partager leur expérience des conflits armés. Les auteurs décrivent l'évolution de la lutte pour le droit des femmes au Myanmar, la direction de la mobilisation et les contraintes auxquelles les femmes birmanes ont dû faire face dans l'arène politique du défunt processus de paix.

Le même thème est ainsi repris et développé via des approches et des terrains différents, tels que l'emploi du discours international sur les Droits de l'Homme pour introduire une réflexion sur le droit des femmes dans la situation conflictuelle birmane ou les études de cas portant sur la participation des femmes aux organisations existant au sein des différents groupes ethniques, leurs conditions et leurs contraintes.

L'introduction d'A. Kolas rappelle le contexte historique des conflits inter-ethniques au Myanmar et présente un bref résumé de l'évolution de la participation des femmes birmanes à la vie politique depuis le début du XX^e siècle. Bien qu'elles soient opprimées par une tradition « patriarcale » (le terme aurait gagné à être défini) inhérente à la culture *bamar*, les femmes *bamar* – tout comme celles appartenant aux divers groupes ethniques – ont joué une part essentielle dans le domaine socio-économique ou politique. L'exemple de Ma Hnin Mya, première femme élue au conseil législatif en 1929, atteste que des femmes ont pu occuper une position importante dans le monde politique, tout comme l'arrivée de Aung San Suu Kyi sur la scène politique en 1988. L'intérêt pour le rôle des femmes en tant qu'acteurs de la transformation sociale au Myanmar s'est développé en parallèle avec le mouvement international des femmes. C'est d'ailleurs le discours d'Aung San Suu Kyi lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995 qui a permis aussi bien aux femmes d'ethnie *bamar* que d'autres ethnies de se rendre compte de leur possible influence dans le changement politique et social du Myanmar.

Le premier chapitre (Camilla Buzzi) examine comment le discours sur les « droits de femmes » a été reçu et utilisé comme un outil de combat contre les inégalités et les injustices qu'elles subissent dans les zones de conflits au Myanmar du fait des agents des autorités militaires. C. Buzzi expose la dualité entre les organisations des femmes soutenues par le gouvernement birman et celles des groupes ethniques qui se sont développées dès les années 1950. Les organisations civiles de femmes, souvent créées autour des villes périphériques ou frontalières, dans les camps de réfugiés ou les communautés d'exil, se sont réunies pour promouvoir la capacité des femmes à occuper des positions de dirigeant. Parmi ces organisations, la *Women's League of Burma* (WLB), créée en 1999 en s'inspirant du discours de Aung San Suu Kyi à Beijing, instrumentalise le discours des droits de l'Homme pour dénoncer les

atrocités sexuelles et les injustices commises par l'armée birmane dans les conflits ethniques. Selon C. Buzzi, la collecte des informations par ces organisations de femmes contribue grandement à documenter les droits des femmes et à faire connaître leur situation au Myanmar au plan international. Ces travaux s'efforcent de montrer que le manque de participation des femmes birmanes au processus de paix et à la prise de décision politique s'explique par les raisons suivantes : 1°) les normes socio-culturelles birmanes imposant aux femmes un rôle limité ; 2°) le « triple fardeau » des femmes les cantonnant au travail domestique et aux responsabilités familiales ; 3°) la discrimination du genre dans la société birmane où les hommes seraient perçus comme supérieurs par nature. C. Buzzi reprend l'analyse du modèle du « Boomerang » du discours international des Droits de l'Homme qu'utilise la WLB dans les rapports accusant le gouvernement militaire birman d'actes abusifs lors du traitement des conflits ethniques et les dénonçant au plan international. Au début, la revendication des droits des femmes par la WLB avait été considérée comme partie intégrante de la lutte pour la démocratie. Au tournant des années 2000 où la loi sur les droits de l'Homme et le droit international des droits de l'Homme deviennent un sujet central, la WLB a modifié le cadre de son argumentation en considérant l'abus sexuel comme une arme de guerre et plus seulement comme un effet collatéral indésirable des conflits. Le rapport *License to Rape*¹ introduit ainsi le concept de « crime international » dans l'analyse de la situation birmane, en contrepoint de la « menace pour la sécurité nationale » instrumentalisée par la junte pour justifier sa position.

Le deuxième chapitre de Bishnu Raj Upreti, Drishti Upreti et Debendra Prasad Adhikari propose une analyse de l'objectif de 30% de femmes dans les négociations du processus de paix. En 2015, le *Nation Ceasefire Agreement* est signé avec en ligne de mire des mesures pour monter à 30% la présence des femmes participant aux dialogues politiques en cours au Myanmar, et mettre en oeuvre les décisions prises par les institutions politiques quant au rôle des femmes et à l'absence de discrimination à leur endroit. Dès lors, on peut constater la présence des femmes au sein de plusieurs organisations

¹ Allusion au très célèbre *License to rape* publié en 2002 (<http://www.shanwomen.org/reports/36-license-to-rape>) par l'activiste shan Charn Tong, fondatrice du *Shan Woman Action Network* (SWAN). Produit en collaboration avec la *Shan Human Rights Foundation*, ce rapport instruit les viols commis par l'armée birmane, sur la base d'entretiens conduits de manière systématique avec les victimes. À 17 ans (en 1999), Charn Tong avait lancé un premier programme de création d'écoles pour les enfants de la zone frontalière avec la Thaïlande en position d'illégalité complète ; dix ans plus tard, le mouvement comptait 14 écoles et 80 professeurs. À 17 ans encore, elle exposait devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU (à Genève) les exactions de la junte envers les populations devant des représentants du gouvernement birman. [N.D.L.R.]

publiques, ainsi que celles de représentants d'organisations de jeunes et de femmes dans les réunions de processus de paix. Bien qu'il y ait des femmes présentes sur la scène politique, le nombre des femmes occupant une position significative reste relativement faible en raison d'une structure sociale patriarcale et d'un modèle culturel qui ne permettent pas aux femmes d'avoir l'accès à l'éducation et aux compétences exigées. Il semble qu'en dépit de nombreux accords et documents législatifs visant à soutenir la présence de femmes dans l'espace politique, il manque encore des mesures concrètes pour rendre ces objectifs réalisables au Myanmar. Il est intéressant de remarquer que les organisations civiles opérant dans le domaine social offrent un espace où les femmes peuvent participer et aborder certaines questions sociales de manière publique. Ces organisations encouragent également la mise en place d'une législation relative à la violence envers les femmes ou à la prostitution des femmes et des enfants. Les organisations de femmes des groupes ethniques cherchent pour leur part à promouvoir le rôle des femmes dans la prise de décision, le processus de paix ou le développement local, pour les encourager à travailler davantage dans le domaine du développement.

Magda Lorena Cardenas évoque ensuite (ch. 3) la contribution des femmes au processus de paix à travers le cas de la *Women's League of Burma* (WLB), qui constitue un forum dont le but commun est d'achever l'égalité des droits. Pour M. L. Cardenas, le rôle des femmes birmanes dans le processus de paix reste toujours auxiliaire, conformément au point de vue traditionnel, birman comme ethnique. Le rôle des femmes dans le processus de paix reste souvent défini par des stéréotypes, comme le « soutien à la paix » et à « un bon partenariat humanitaire », sans pouvoir définir des stratégies pouvant conduire la société vers une paix durable. La stratégie de « *women-to-women diplomacy* » permet de créer les plateformes de dialogue et de coopération interethniques malgré le défi représenté par des narrations opposées du conflit. C'est à travers des interactions inter-ethniques que les femmes pourront découvrir qu'elles subissent les mêmes injustices et inégalités de genre, par-delà les clivages ethniques ou politiques. L'opération restant difficile à mener en raison des dynamiques politiques ethno-nationalistes, le défi consiste à construire la confiance entre des organisations de femmes appartenant à des groupes ethniques différents. Une fois les doutes disparus, la coopération et le dialogue entre les diverses organisations de femmes renforcent un réseau de construction de la paix, local et de base, régional et international, reliant les acteurs clefs de chaque groupe. La WLB déploie une stratégie à plusieurs niveaux : la rédaction de rapports sur les quotas des femmes au Parlement ou l'égalité des genres dans la Constitution. La WLB essaie également d'introduire les droits des femmes dans le discours sur les droits de l'homme, et communique sur

ces sujets avec le réseau international des *Women's Leagues* pour récupérer des ressources financières. Dernièrement, le WLB a mis en place une stratégie de formation des femmes à l'autonomie pour les doter des compétences nécessaires et d'une capacité à diriger.

Marte Nilsen (ch. 4) focalise son attention sur les femmes kachin en tant qu'agents de la restauration de la paix dans la zone de conflit de l'ethnie kachin par le biais du travail humanitaire et du développement social. Les femmes kachin adoptent une stratégie nationaliste et identitaire afin de lutter contre des contraintes politiques et sociales. Selon M. Nilsen, elles subissent une double pression, externe et interne. La pression externe provient de la confiscation des terres par l'armée birmane. La lutte contre la confiscation des terres s'effectue dans le cadre légal constitutionnel malgré un risque inévitable encouru par l'activiste. Pour les femmes kachin, le combat nationaliste ne va pas à l'encontre du processus de paix. C'est par le biais de cette lutte nationaliste que le droit des femmes des ethnies sera reconnu à l'échelle locale et nationale, et par conséquent, qu'elles seront à même de restaurer la paix dans la société. M. Nilsen discute de la lutte contre la pression normative et culturelle qui s'exerce sur les femmes au sein de la communauté kachin. Les femmes kachin s'appuient sur l'Église² pour accéder à l'éducation et prévenir la violence domestique. Elles jouent ainsi sur l'idéologie religieuse pour valoriser le 'bon' modèle de la famille sans attaquer ou éradiquer directement les normes anciennes. De plus, certaines femmes kachin qui ont réussi à intégrer le milieu de la politique profitent de leur position pour promouvoir la présence des femmes en politique, et soutenir la cause des droits des femmes. Ainsi, dans le cas des femmes kachin, l'auteur estime qu'il est nécessaire de renouveler les idéologies pour s'appuyer sur des organismes politiques plus « modernes » (aux yeux de l'auteur) que les églises chrétiennes et davantage prêts à inclure des femmes dans leurs structures décisionnelles.

Myint Myint Mon (ch. 5) reprend le même cadre d'analyse pour étudier les communautés rurales mêmes des zones d'insurrection. Également fruit du legs colonial, le conflit entre le gouvernement central birman et la guérilla même n'est pas différent de celui qu'il entretient avec les autres groupes ethniques : tous revendiquent la reconnaissance de l'autonomie comme droit fondamental des minorités ethniques. À l'instar d'autres groupes, la guérilla même réclame l'autonomie dans une perspective fédérale qu'elle croit à même de permettre une paix durable. Bien que la présence de femmes dans la fonction publique locale soit réelle, ces dernières voient leurs possibilités d'action limitées par leurs obligations traditionnelles de femme au foyer. S'y ajoute encore le

² Églises protestantes de diverses obédiences [N.D.L.R.].

manque d'opportunité de participer à des pourparlers formels qui entraînent un manque de confiance, malgré le désir de contribuer à un processus de paix durable. Les exemples choisis par l'auteur tendent à démontrer que la présence de femmes pourrait contribuer à rendre les réunions plus efficaces. Les femmes des zones de conflits soulèvent la question de la sécurité des personnes comme des communautés locales. Les migrations forcées de population, les abus sexuels, la drogue et l'alcool sont les principales menaces que doivent affronter les femmes vivant dans les zones de conflits.

Le chapitre six présente des témoignages de femmes ayant survécu à la guerre qui exposent leur vision de la paix au Myanmar. S. Hkawng Naw remarque que le nombre de représentantes dans les rencontres formelles reste faible et leurs remarques sont toujours ignorées. Le doute et le mépris de la capacité des femmes, ainsi que le sur-contrôle des militaires au Parlement central, ne permettent pas une participation harmonieuse des femmes au processus de paix. Pour leur part, les femmes reconnaissent l'importance de la sécurité, et essayent à tout prix de traiter ce sujet en priorité. Elles participent aux conférences, aux réunions et à des organisations diverses afin de se donner l'opportunité de s'exprimer en public ou d'exercer un pouvoir dans un cadre politiquement accessible. Les survivantes et témoins des conflits réclament la réparation des dommages physiques et moraux que leur ont infligés les conflits armés et la reconnaissance officielle des abus commis par les autorités légales. Pour elles, la réparation et surtout la reconnaissance par l'État des crimes sexuels et la condamnation de leurs auteurs constitueront un premier pas vers une véritable réconciliation.

A. Kolås et Leitanthem Umakanta Meitei (ch. 7) examinent le cas des femmes participant activement aux guérillas (EAOs) en tant que membre des comités exécutifs centraux. Comme dans les organisations relevant de l'État birman, le nombre des femmes au sein des EAOs reste relativement peu élevé, loin du quota de 30% exigé par le NCA. Selon les données collectées, bien que les femmes des EAOs reçoivent (en théorie) les mêmes entraînements militaires que les hommes, elles demeurent une force auxiliaire, destinée à soutenir les combattants hommes, qui ne participe pas à la prise de décision. Si elles peuvent parler ou s'exprimer lors des réunions des membres exécutifs du groupe, leurs idées ne sont guère prises en compte car elles restent des exécutantes aux yeux des combattants de sexe masculin.

Elena Di Padova (ch. 8) fait entendre les voix des femmes des minorités pour comprendre leur perception et compréhension de la « paix » et de la « sécurité » en explorant les rapports entre les droits de l'Homme et les discours politiques. Bien que ces documents dénoncent, la plupart du temps, les viola-

tions des droits de l'Homme, ils font apparaître des informations sur les perspectives des femmes sur la paix et la sécurité. Selon E. Di Padova, la définition de la sécurité de l'État birman étant effectuée par les institutions militaires de l'ethnie *bamar*, la perception de la sécurité nationale repose sur des préjugés ethniques, religieux et politiques. Dans les rapports des organisations de femmes, les politiques de sécurité nationale mises en œuvre par les autorités centrales sont présentées, paradoxalement, comme une menace et un facteur d'insécurité pour les femmes appartenant à des ethnies minoritaires : la délocalisation forcée des villages imposée par la confiscation des terres ; les violences armées, la torture et le recrutement d'enfants soldats, aussi bien que la violence sexuelle exercée à l'encontre des femmes des minorités. S'y ajoute encore la discrimination religieuse qui rend les femmes minoritaires d'autant plus vulnérables face à l'accès à l'éducation, à l'économie moderne ou même au service de santé. Le viol est considéré comme une arme de guerre contre les groupes ethniques minoritaires, attestant la suprématie de l'armée birmane sur les minorités ethniques. Cet aspect est par ailleurs ancré dans la narration nationaliste *bamar* qui représente le corps féminin comme le gardien de la pureté du sang et de la tradition. Assujettir le corps féminin des minorités ethniques reflète la volonté d'homogénéisation de l'ordre politique et culturel de l'État birman. E. Di Padova démontre ainsi que la définition de la « sécurité » chez les autorités *bamar* a pour pendant l'« insécurité » des ethnies minoritaires considérées comme « autres ». Les organisations de femmes décrivent la « paix » et la « sécurité » comme l'éradication de toutes les formes de violence que les femmes expérimentent dans toutes les dimensions de leur vie. Symétriquement, l'élimination de l'insécurité consiste à obtenir une sécurité globale, entendue comme l'absence de violence dans la sphère privée aussi bien que dans la vie sociale. D'où l'insistance de la part des organisations de femmes sur la nécessité absolue de la participation des femmes au processus de paix, non seulement parce qu'elles représentent plus de 50% de la population concernée mais aussi parce qu'elles peuvent élargir le débat et défendre des intérêts différents à la table de négociation.

L'ouvrage coordonné par Ashild Kolås offre ainsi une vue qui se veut globale sur les récentes évolutions du processus de paix au Myanmar et le rôle des femmes dans la négociation et sur les limites et difficultés que rencontrent les femmes dans la lutte pour leurs droits. Le travail des femmes birmanes s'inscrit dans deux registres : la scène politique officielle et le substrat social informel et plus libre. Bien que la participation des femmes dans l'arène politique officielle reste toujours peu répandue, les dernières années précédant le coup d'État de 2021 ont vu davantage de femmes entrer en politique. Plusieurs

femmes occupaient des positions politiques où elles pouvaient s'affirmer ; en parallèle, des réseaux féminins de dialogue inter-ethniques se sont développés à tous les niveaux de l'échelle sociale, échangeant sur les conséquences des conflits et les injustices, dans le but de trouver un but commun outrepassant les tensions politiques et ethniques.

Khwankhaw SANGKHAPHANTHANON

N.D.L.R. On reste toutefois largement sur sa faim quant à la sociologie des personnages féminins évoqués dans l'ouvrage. Quels sont leurs milieux d'origine, où ont-elles été élevées, quelle a été leur formation, dans quelles conditions se sont déroulés les entretiens avec les auteurs de l'ouvrage. Bref quelle est leur véritable représentativité dans la société et comment y sont-elles perçues ? Qu'en pense l'autre moitié du corps social, à savoir les Birmans de sexe masculin, les grands absents du livre (quid aussi de la structure familiale, autre grande absente). Plus largement, l'on demeure plus que perplexe devant les attendus d'un ouvrage à ce point conforme aux dictats politiquement corrects élaborés Outre-Atlantique, ignorant délibérément les divers paradigmes historico-culturels en vigueur dans les sociétés mentionnées au profit d'un activisme repeint aux couleurs de la recherche. Il reste que ce type de publications étant légion, Péninsule a choisi d'en rendre compte – une fois n'est pas coutume – à titre d'exemple.

II. TENSIONS EN MER DE CHINE MÉRIDIONALE

Clarence J. BOUCHAT, *The Paracel Islands and U.S. interests and approaches in the South China Sea*, Carlisle Barracks, PA, Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, 2014, 199 p.

Ayant effectué ses études à l'*United States Air Force Academy* et à l'Université de Californie du Sud, puis servi comme officier dans l'armée de l'air américaine, Clarence J. Bouchat a été déployé dans des régions telles que l'Europe, l'Afrique de l'Ouest, le Moyen Orient et l'Asie de l'Est. Après une longue carrière militaire (1981-2006), il entame une seconde vie d'enseignant-chercheur dans ses domaines d'expertise (géographie, géopolitique, études

stratégiques et de planification militaire) au sein d'institutions militaires renommées aux États-Unis. On peut notamment citer l'*US Air Force Academy* où il a été lecteur au département de géographie et sciences économiques, le campus international de l'Université du Maryland d'Osan (Corée du Sud), ou encore l'*US Army War College*, où il a effectué une série de cours de géopolitique et stratégie militaire au sein des départements de sécurité nationale et d'éducation à distance. Il a de surcroît poursuivi une importante activité de recherche dans ces différentes institutions. On remarque en particulier la rédaction de monographies sur les opérations de l'armée américaine, ses stratégies nationales et son activité régionale, au sein de l'*US Army Strategic Studies Institute*.

Parmi ces monographies, on trouve notamment le présent ouvrage, publié en 2014 par le *Strategic Studies Institute* et l'*U.S. Army War College Press*. Clarence J. Bouchat s'intéresse ici au rôle et à la place des États-Unis dans le traitement des revendications des Îles Paracels effectuées par la Chine et le Vietnam. La sortie de cet ouvrage se situe dans un moment particulier de la politique extérieure et diplomatique américaine, lors du deuxième mandat présidentiel de Barack Obama (2011-2016) qui engage une stratégie extérieure de « recentrage et rééquilibrage » vers l'Asie. Son objectif était de réinsérer les États-Unis dans le continent asiatique afin de faire face à l'essor économique et politique accéléré de la Chine, qui pouvait potentiellement menacer le statut d'hyper-puissance américaine et s'imposer comme première puissance mondiale par le biais de sa domination de la région asiatique. L'enjeu représenté par la mer de Chine méridionale, et plus particulièrement le conflit lié à la revendication des Îles Paracels par la Chine et le Vietnam, s'avéraient non seulement intéressants mais également essentiels à la compréhension du positionnement américain dans ce contexte de recentralisation politique et diplomatique. Si les différents conflits et revendications en mer de Chine méridionale avaient fait l'objet de nombreuses publications, il n'existait alors aucun ouvrage traitant l'enjeu précis constitué par la revendication des Îles Paracels. Le présent ouvrage vient donc combler une lacune de la littérature relative à la mer de Chine méridionale, et le fait qu'il ait été traduit en chinois et publié par l'Université de Défense Nationale de Chine rajoute à sa légitimité.

Clarence J. Bouchat s'intéresse aux revendications des Îles Paracels par la Chine et le Vietnam au titre d'exemple des « tendances globales » prévalant dans la région. L'analyse de l'enjeu spécifique représenté par les Îles Paracels vise à expliciter les enjeux inhérents aux conflits liés à la Mer de Chine Méridionale pour les États Unis.

Une fois les Îles Paracels décrites d'un point de vue géographique, la première partie est consacrée à l'explicitation de leur importance non seulement pour les pays de la région mais aussi (et surtout) pour les États Unis. Elle débute par la présentation des enjeux économiques régionaux afférant aux Îles Paracels, soit la possibilité d'exploitation de la pêche et des hydrocarbures. La mer de Chine méridionale est en effet l'une des zones les plus productives au niveau mondial en ce qui concerne la pêche, ce qui lui confère une importance sectorielle régionale et mondiale. À l'inverse, si l'éventuelle extraction d'hydrocarbures apparaît comme sous-jacente à la revendication des Îles Paracels, c'est sans véritable justification : seule l'exploitation d'hydrates de méthane pourrait avoir une véritable incidence économique pour les pays revendiquant ces îles – à supposer que les technologies nécessaires soient un jour développées. Il est donc difficile de considérer que la revendication des Îles Paracels puisse avoir une véritable portée économique. En raison de sa position géographiquement stratégique, c'est la Chine qui contrôle *de facto* les Paracels en dépit des revendications des autres États.

Est ensuite abordée l'importance des Îles Paracels d'un point de vue militaire. L'auteur parvient à montrer que si d'un point de vue économique l'appropriation des Îles Paracels ne constitue pas un véritable enjeu, ces îles sont loin d'être négligeables au plan stratégique et militaire pour la région. La Chine ayant toujours eu un rôle de suzerain en Extrême-Orient, l'appropriation de ces îles a un impact direct sur l'autonomie des pays voisins, notamment le Vietnam. De surcroît, comme la Chine a souvent eu des difficultés à protéger ses frontières maritimes par le passé, les Îles Paracels constituent à ses yeux une zone sensible. Il s'agit donc d'un espace porteur d'une très longue histoire d'intérêts militaires et de tensions stratégiques.

L'auteur présente ensuite les enjeux que constituent les Paracels pour les États-Unis. Il s'agit essentiellement de l'importance de la région maritime qui les entoure dans les réseaux de circulation et de commerce. Les eaux dans lesquelles se trouvent ces îles peuvent en effet être considérées comme faisant partie des voies maritimes les plus actives du monde en matière de commerce et de navigation, ce qui leur confère un véritable intérêt non seulement pour les États-Unis mais aussi pour toute la région, pour assurer la fluidité des échanges économiques à une échelle plus globale. Étant donné qu'il s'agit d'une région maritime fortement touchée par des tensions entre les différents pays riverains, particulièrement la Chine et le Vietnam, les États-Unis considèrent le maintien de l'équilibre et de la paix dans ces eaux comme une véritable priorité en termes de politique étrangère.

La deuxième grande partie de l'ouvrage traite principalement de l'aspect juridique des revendications sur les Îles Paracels. L'auteur commence par énoncer de façon assez détaillée les arguments juridiques sur lesquels s'appuient les revendications tant du côté chinois que du côté vietnamien. Dans un premier temps, il définit la notion de loi coutumière et présente les différents arguments des deux pays reposant sur cette notion. Puis il rajoute un second volet argumentatif reposant sur le droit coutumier conféré par la découverte et l'occupation des îles et îlots. C. J. Bouchat introduit ensuite une nouvelle dimension juridique fondée non pas sur des arguments historiques ou coutumiers mais sur des notions juridiques internationales. Une troisième section est ainsi consacrée à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) et les revendications des Îles Paracels. L'auteur se lance dans la présentation de six notions juridiques liées au droit maritime et de leurs implications dans les revendications des Îles Paracels : la notion d'habitabilité d'un îlot rocheux ; les juridictions maritimes ; la souveraineté des eaux intérieures, archipélagiques et historiques ; les eaux territoriales et les zones contiguës ; les zones économiques exclusives ; la définition du plateau continental.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage aborde la question des intérêts des États-Unis et de leur réponse aux tensions. Un premier chapitre traite essentiellement de la liberté de navigation dans une région qui constitue un enjeu de « préoccupation immédiate » pour les États-Unis. Étant donné que la rupture de l'équilibre de cette région en tension constante pourrait avoir des conséquences véritablement néfastes sur le développement économique des pays riverains, l'auteur examine la possibilité d'une convergence d'intérêts entre la Chine et les États-Unis et les compromis éventuels pouvant être effectués entre ces deux pays. Pour l'auteur, l'arrivée à un compromis diplomatique et l'établissement d'un accord mutuel entre les États-Unis et la Chine concernant le droit maritime dans la région des Îles Paracels devraient être une véritable priorité. C. J. Bouchat se lance ainsi dans la présentation de possibles éléments de convergence entre les deux pays. Il revient ensuite sur l'importance de cette région pour les États-Unis d'un point de vue économique. Il s'agit notamment de régulariser les conventions d'exploitation des ressources maritimes présentes dans cette région et surtout les relations diplomatiques établies avec les gouvernements contrôlant ces eaux. Comme la Chine occupe effectivement ces îles, et que son essor économique pourrait remettre en question la prédominance des États-Unis, l'enjeu est d'autant plus important pour les Américains.

Un dernier chapitre est consacré non pas aux intérêts mais au rôle des États-Unis dans cette zone de tensions. L'auteur présente les deux positionnements

possibles pour les États-Unis dans cette région objet de tant de désaccords : « courtier honnête » ou « responsable du maintien de l'équilibre ». Celui de « courtier honnête » consisterait à participer à la résolution des conflits entre les différents États revendiquant les Îles Paracels, en collaboration avec les États riverains de la zone potentiellement concernés par les désaccords liés aux îles. Celui d'État responsable du maintien de l'équilibre régional sous-entend la reconnaissance d'un déséquilibre entre les États revendiquant les Îles Paracels et leurs voisins. Dans ce contexte, les États-Unis devraient s'imposer pour maintenir la bonne entente au sein de la région, tout en respectant les intérêts nationaux des diverses parties prenantes.

C. J. Bouchat parvient ainsi dans cet ouvrage à présenter les enjeux liés à la revendication des Îles Paracels par la Chine et le Vietnam tout en analysant leurs implications dans le contexte plus large de la mer de Chine méridionale. L'auteur a effectué de réels efforts de contextualisation des intérêts du Vietnam et de la Chine, mais son analyse demeure simpliste et relativement peu approfondie, surtout au regard de l'importance accordée aux intérêts américains. En dépit de ses tentatives de recadrage, l'ouvrage est essentiellement rédigé d'un point de vue américain. Malgré l'omniprésence de la perspective américaine, l'auteur parvient toutefois à rester impartial dans le traitement des intérêts américains. Les deux premières parties de l'ouvrage peuvent être considérées comme un prélude contextualisant ce qui constitue le véritable objectif de l'auteur : l'incidence de ces revendications sur la politique étrangère américaine. Les intérêts américains dans la zone sont présentés comme équivalents à ceux des autres pays de la région. Il ne s'agit pas uniquement de considérer la possibilité d'une convergence d'intérêts autour de la mer de Chine méridionale avec la Chine, pays directement impliqué dans les revendications des Îles Paracels et se positionnant dans une certaine mesure comme antagoniste des Américains, mais également de présenter – de façon simplifiée et superficielle – les intérêts américains comme équivalents à ceux des pays riverains de la zone ne revendiquant pas ce territoire maritime.

Afin de bien montrer les complexités juridiques liées à la revendication des Îles Paracels, l'auteur a effectué un réel effort de description et d'explication des notions juridiques qu'elle mobilise, sur plus d'un tiers de l'ouvrage. Cependant, dans certains cas, la question des Îles Paracels passe au second plan : les définitions priment sur l'analyse détaillée de leur implication dans les revendications, même si l'importance des Îles Paracels n'est jamais entièrement écartée. C'est facilement compréhensible si l'on prend en considération la volonté de l'auteur de présenter des tendances générales

prévalant en mer de Chine Méridionale en les illustrant par la revendication des Îles Paracels formulée par la Chine et le Vietnam. Dans ce sens, l'objectif initial de l'ouvrage reste maintenu, et on peut comprendre que le général prime sur l'analyse ou la description détaillée de l'enjeu constitué par lesdites îles. Bien qu'il s'agisse d'un ouvrage très descriptif qui ne propose pas de conclusion sur les enjeux liés à la revendication des Îles Paracels, il n'en constitue pas moins une référence dans la littérature traitant des enjeux de la mer de Chine méridionale et surtout du positionnement des États-Unis à leur rencontre.

Laura SIERRA